



# Brèves de combat - mai 2021

11 mai 2021

## Sois handicapé et FERME LÀ !

Alors que les minima sociaux sont d'un niveau très en deçà de ce qu'ils étaient fin 2020, le gouvernement a révoqué au 1<sup>er</sup> avril l'allocateur aux Adultes Handicapés... de 50 centimes ! Passant de 982,78 à 983,68 € par mois, il faudra à l'AMH plus d'un siècle pour rattraper le seul de parents. Sans compter que l'AMH n'est toujours pas « déconjugable » et que donc dès que le ou la partenaire de l'allocataire franchit un certain seuil de revenus, celui-ci perd son droit à l'AMH. 3 pétitions en cours et à signer :

- [petitions.assemblee-nationale.fr/collectifs/35730406-1](https://petitions.assemblee-nationale.fr/collectifs/35730406-1)
- [petitions.assemblee-nationale.fr/collectifs/35730406-2](https://petitions.assemblee-nationale.fr/collectifs/35730406-2)
- [petitions.assemblee-nationale.fr/collectifs/35730406-3](https://petitions.assemblee-nationale.fr/collectifs/35730406-3)

## AESH Accompagnant des élèves en situation de handicap

95% des AESH sont des femmes, métier féminin majoritairement. «Auxiliaire, assistante, aide... rien que par le sexe on est stigmatisé à quelque chose d'inférieur, on est juste quelqu'un à côté qui aide. C'est très gênant comme situation. Je lui offre la chose d'inférieure, pour donner de la confiance... c'est très gênant ! »

« Ce sont des qualités d'elles. Elles ont beaucoup d'expérience, c'est notre richesse majeure. On apprécie sur le long terme on est AESH. On n'est pas formé ! »

« Les attaques contre notre travail (souvent la mise en place des PAU) se génère une partie de notre salaire de notre travail »

**Pour l'avenir** - « Il y a un réel enjeu d'être obligés de faire quelque chose, d'être obligés de faire quelque chose, d'être obligés de faire quelque chose. Il y a une vraie colère qui s'installe ! Les collègues sont bien plus mobilisés ! Les gens on se passent même plus la question de faire grève. Ils font grève. La situation est trop explosive, on doit trop déborder pendant un moment ! »

« Tout est tellement en train de s'écrouler dans les services publics qu'à un moment il va falloir y aller et tous ensemble ! »

## L'animation EN LUTTE pour la reconnaissance de ses compétences, constitutives d'un véritable métier

« Tu vas faire quel comme métier plus tard ? » Dans l'incarcération collective l'animation est un job étudiant, mais l'animation n'est pas exclusivement réservée aux jeunes mais concerne également l'implication, l'engagement d'adultes et de femmes (généraliquement de femmes d'ailleurs) de tous âges, tous horizons. Aujourd'hui la plupart des animateurs/trices professionnels vivent dans une précarité extrême :

## Soigner ENCORE

Belgique, Canada, Espagne, Italie, France, Grèce, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, etc. Nous faisons le même constat. Depuis des années les politiques de santé dans nos différents pays sont fondées sur la rentabilité et non sur les besoins de santé de la population. Nous, personnels de santé et soigner/ées, sommes sur le danger rouge pour les citoyens/nes et de personnel. Cette situation conduit à une dégradation des conditions de travail et de la qualité et sécurité des soins. La crise sanitaire a montré l'importance et l'urgence de changer de modèle et de disposer d'un système de santé fort et solidaire. Si la santé a un coût, elle n'a surtout pas de prix.

connaître sur le démarrage ce qu'elle ne peut plus acheter en magasin. Soignons par SUD PTT et la CGT Tqpt, les factures et factures auront été de tous les moyens nécessaires : grèves reconductibles, blocages de plateformes de courrier et de colis, assemblées générales et une coalition sans faille ! Un picquet de grève c'est aussi un lieu d'émancipation, de réflexion et de combativité. Ces 5 jours se sont avérés fructueux pour les collectifs de travail. La conscience de classe respicible face au racisme, au capitalisme a rejoint dans les esprits.

Au final, les hommes sont en partie prévisibles et un certain nombre de travailleurs/salariés. Ce n'est pas le Grand Sud, mais le véritable lèche les cotons militaires, en attendant une riposte nationale d'urgence à La Poste privée pour le 1<sup>er</sup> mai, pour contraindre les ambitions néolibérales du Groupe à capituler public mais à l'opinion privée !

Des emplois précaires en nombre et des hausses de salaires sont indispensables pour les justice, pour maintenir un service public, débarrasser des dogmes de la rentabilité, à l'heure où le monde bascule dans le régime de la financiarisation, voire « pick up et click collect ». Onvra, car on veut mieux que leurs profits !

## NON à la criminalisation des aides sociales !

Des « délinquants » et leurs familles pourraient désormais être privés de certaines aides sociales versées par la ville de Caubry (Nord). A Paris, c'est la perte de son logement RH pendant 5 ans et la mise à la rue qui est en jeu pour les délinquants. Et donc leurs proches. En conditionnant l'attribution d'aides au comportement délinquant d'un « de leurs proches, les pouvoirs publics font payer aux classes populaires leur incartie en matière de lutte contre la pauvreté. Stop à l'oppression sociale !



## BRÈVES DE COMBAT

- Contrat maximum de 27h ou CDI obligant à trouver une structure pendant 3 semaines en CDI (indemnité entre 25 et 50€ les 24h)
- Salaire de 680 euros net/mois
- Journée de travail avec 3 temps d'accueil distincts (7h30-8h30 / 13h30-14h / 18h-18h30) obligant ou à faire de 6 fois par jour le trajet domicile/travail ou à rester sur place à l'école pour travailler bénévolement.

La pandémie a mis un focus sur des choses qui existaient déjà, mais avec le raté du social, un collectif « animation en acte » s'est constitué au niveau national pour renouveler ce lien frère « enfants du lien enfance-journeuse » soit créer avec un référentiel métier officiel et une grille de classification en cohérence avec les qualifications et l'implication. Une pétition est en ligne, n'hésitez pas à la signer ! <https://www.petitiononline.com/2021/05/01/animation-en-acte>

Nous appelons les organisations de professionnels et d'usagers de la santé à se mobiliser le plus largement possible en Europe et au-delà pour une journée d'actions décalées le samedi 29 mai 2021 ! [www.bellejeunesse.net](https://www.bellejeunesse.net)

## 70 Facteurs-ices EN GRÈVE

Rentes Étales, Mouilliers, Boulogne, Bouquais, St-François et Vertos : ces centres cuisiniers collés se sont unis pour une grève reconductible qui aura duré 5 jours. Taillées de facteurs menacés, décalage forcé des horaires de distributeurs, pour s'aligner sur le modèle de livraison imposé par le marché du colis, dominié par l'Amazon ; et il faudrait « redigiter » à la démolition de la cuisine en acceptant des suppressions d'emplois, alors que le trafic des colis double voire triple depuis la pandémie, qui voit la population

# AESH : plus que jamais déterminé-es, en grève le jeudi 3 juin !

Interview de Manuelle, Sandrine et Nolwenn

**Manuelle** : AESH dans l'académie de Paris, travaille dans une SEGPA, 7e année, donc en CDI, syndiqué à sud educ

**Sandrine** : AESH mutualisée, dans une classe privée dans une maison d'enfance, travaille avec des primaires, AESH depuis 4 ans.

**Nolwenn** : AESH depuis 2014, pas en cdi parce que 3 ans de CUI.

### Votre réalité :

« Pour commencer il faut savoir que la plupart des contrats sont de 24h semaine soit 62% du smic. Du coup notre salaire c'est 700 euros net ! Et il faut savoir que pour obtenir un CDI en tant qu'AESH, il faut faire 6 ans de CDD... »

« On peut travailler du lundi 8h au vendredi 17h. Ce qui fait qu'on peut avoir des emplois du temps un peu abracadabrants, avec des trous pas payés, on a un peu l'impression de bosser 35h en étant payé 24 ! »

« Souvent on doit cumuler ce travail avec un autre emploi, c'est là que ça devient problématique parce que

nos employeurs ne font pas toujours en sorte que ça soit possible. Du coup plein de gens se retrouvent à travailler le soir, la nuit dans des situations improbables alors qu'on a le droit de cumuler deux emplois et que ça devrait être facilité par nos employeurs."

"Sur une journée on peut décrire ce qu'on fait mais on ne peut pas comptabiliser notre travail. Notre travail nécessite tellement de tâches à côté, qui ne sont \*pas prises en compte et pas non plus reconnues. Le rôle qu'on peut avoir d'un point de vue éducatif, pédagogique etc ce n'est absolument pas pris en compte. On est reconnu comme étant de pures exécutant·es. Notre travail ne se limite pas au temps qu'on passe avec les élèves."

"Le temps de concertation entre AESH, pour parler du suivi d'un même élève, n'est même pas comptabilisé dans notre temps de travail."

### **Revendications / moyens d'action :**

"On est invisible nous les AESH. C'est particulièrement dur !"

"Il vient quand même pour la première fois d'y avoir une grève nationale. Normalement on se joint aux grèves d'enseignants dans l'éducation nationale mais spécifiquement AESH, je crois que c'était une première ce 8 avril. C'est la première fois qu'il y a un appel intersyndical comme ça !"

"Aujourd'hui c'est écrit dans les textes qu'on fait partie intégrante de la communauté pédagogique et éducative, mais ça c'est vraiment que dans les textes !"

"Ce qu'on revendique aujourd'hui c'est de ne plus être perçu comme une mission, ça serait déjà pas mal. On est central dans l'école inclusive et on ne peut pas nous supprimer. Missionner c'est ponctuel et là ça n'est pas ponctuel. Nous revendiquons donc un vrai statut."

"Dans les médias on ne parle jamais de nous quand on parle de l'enseignement. Parce qu'on est complètement invisibilisé par le ministère !"

### **90% des AESH sont des femmes, métier féminisé métier dévalorisé**

"Auxiliaire, assistante, aide...rien que par le nom on est ramené à quelque chose d'inférieur, on est juste quelqu'un à côté qui aide. C'est très genré comme mission, le fait d'être là dans l'empathie, pour donner de la confiance... c'est très genré !

"Ce sont des qualités dites "féminines" finalement être une femme AESH ça nécessite des qualités dites instinctives, c'est notre "instinct maternel". On apprend sur le tas quand on est AESH. On n'est pas formé"

"Les attaques contre notre travail (comme la mise en place des PIAL) ça génère une perte de sens totale de notre travail"

### **Pour l'avenir**

"Mais on reste optimiste ! A un moment ils vont être obligés de faire quelque chose, déjà pour commencer sur la question des salaires. Là, ils créent quelque chose d'explosif. Il y a une vraie colère qui s'installe ! Les collègues sont bien plus mobilisés ! Les gens ne se posent même plus la question de faire grève. Ils font grève. La situation est trop explosive, a été trop détériorée pendant un moment !"

"Tout est tellement en train de s'écrouler dans les services publics qu'à un moment il va falloir y aller et tous ensemble !"

### **Le mépris a assez duré !**

**L'intersyndicale nationale CGT éduc'action, FNEC-FP-FO, FSU, SNALC, SNCL-FAEN, SUD éducation appelle à une nouvelle journée de grève le 3 juin pour obtenir satisfaction aux revendications légitimes des AESH pour l'amélioration des salaires et la création d'un véritable statut, contre les PIAL et la précarité.**

---

**L'animation en lutte pour la reconnaissance de ses compétences,**

## constitutives d'un véritable métier :

Rencontre avec Marlène et Nathalie, deux animatrices socioculturelle en lutte, militantes à SUD Santé Sociaux, et qui ont impulsé le collectif national " animation en lutte"

« Tu vas faire quoi comme métier plus tard ? »

Dans l'inconscient collectif l'animation est un job étudiant, mais l'animation n'est pas exclusivement réservée aux jeunes mais concerne également l'implication, l'engagement d'hommes et de femmes (principalement de femmes d'ailleurs) de tous âges, tous horizons.

Aujourd'hui la plupart des animateurs/trices périscolaires vivent dans une précarité extrême :

- Contrat maximum de 27h en CDII (contrat de travail à durée indéterminée intermittent)
- Salaire de 600 euros net par mois.
- Journée de travail avec 3 temps d'accueil distinct (7h30-8h30 / 11h30-14h / 16h-18h30) obligeant ou à faire de 6 fois par jour le trajet domicile/travail ou à rester sur place à l'école pour travailler bénévolement.
- Et pour survivre elles sont souvent obligées de trouver une structure pendant les vacances en CEE (contrat d'engagement éducatif, un magnifique contrat de travail proposé aux personnes exerçant des fonctions d'animation et d'encadrement dans des accueils collectifs de mineurs qui déroge sur certains points au droit du travail, notamment sur le temps de travail, le repos et la rémunération - entre 25 et 50€ les 24h)



Comment les animateurs et animatrices ont-elles été impacté-e-s par la pandémie ?

"La pandémie a mis un focus sur des choses qui existaient déjà. C'est comme pour tout le reste, on s'est rendu compte qu'avoir des toilettes crades dans les écoles c'était vraiment un soucis, alors que les chiottes ont toujours été crade dans les écoles. Sauf que là, tout le monde a fait focus dessus. C'est la même chose pour les animateurs et animatrices, la situation a rendu visible des choses qui existaient déjà." explique Nathalie.

Pour Marlène les ras le bol des collègues d'avoir été sans cesse invisibilisé-e-s, oublié-e-s « Nous, nous étions là pour nous occuper des enfants des soignant-e-s et autres, mais nous ne faisons pas partie pour le gouvernement de la 1ère, de la 2ème ou de la 3ème ligne. On devait jouer arrière, ou pelait les oranges sur les bancs des remplaçants pour les titulaires » associé au ras le bol social, ont fait que le collectif "Toulouse animation en lutte" qui avait été créé il y a quelques années, a pris de l'ampleur.

Aujourd'hui il s'est constitué au niveau national pour revendiquer qu'une filière « métiers du lien enfance-jeunesse » soit créée avec un référentiel métier officiel et une grille de classification en cohérence avec les qualifications et l'expérience. Une pétition est en ligne, n'hésitez pas à la signer :

<http://chnng.it/LWZXRMpJfk>

**On ne joue plus, on lutte !**

## 70 FACTRICES ET FACTEURS EN GRÈVE PENDANT 5 JOURS DANS LE 44 ! UNE LUTTE COLLECTIVE POUR CASSER LA STRATÉGIE POSTALE !

Nantes Eraudière, Mouzillon, Bouaye, Bouguenais, rejoints en cours de lutte par Ste-Pazanne et Vertou : ces centres courriers colis se sont unis pour une grève reconductible qui aura duré 5 jours. Plusieurs tournées de facteurs étaient menacées, ainsi qu'un décalage forcé des horaires de distribution, pour s'aligner sur le modèle de livraison imposé par le marché du colis, dominé par l'ogre Amazon. Il faudrait « s'adapter » à la dématérialisation du courrier en acceptant des suppressions d'emploi, alors que le trafic des colis double voire triple depuis la pandémie, qui voit la population commander sur le e-commerce ce qu'elle ne peut plus acheter en magasin.

Soutenus par SUD PTT et la CGT Fapt, les factrices et facteurs auront utilisé de tous les moyens nécessaires : grèves reconductibles, blocages de plateformes du courrier et du colis, assemblées générales et une cohésion sans failles !



Les camarades de SUD Chimie et SUD Industrie sont notamment venus renforcer les grévistes, en soutien aussi aux intérimaires en grève dont la Poste abuse - et à qui la grève permettra possiblement d'obtenir un emploi pérenne à La Poste.

Un piquet de grève c'est aussi un lieu d'émancipation, de réflexion et de camaraderie. Ces 5 jours se sont avérés fondateurs pour les collectifs de travail. Les liens créés devront être entretenus, car les postières et postiers mobilisés savent désormais que le patronat postal ne répond qu'à des exigences de gains de productivité. La conscience de classe exploitée face au rouleau compresseur capitaliste a rejilli dans les esprits.

Au final, les horaires sont en partie préservés et un certain nombre de tournées sauvegardées. Ça n'est pas le Grand Soir, mais le crépuscule lèche les cœurs militants, en attendant une riposte nationale d'ampleur à La Poste prévue pour la fin mai, pour contrer les ambitions néolibérales du Groupe à capitaux publics mais à logique privatisée ! Des emplois pérennes en nombre et des hausses de salaires sont indispensables pour les postier-es, pour maintenir un service public débarrassé des dogmes de la rentabilité, à l'heure où le monde bascule dans le règne de la livraison à outrance, entre « pick up et click n'collect ».

**Grévons, car on vaut mieux que leurs profits !**

---

---

**Lire aussi :** Expressions Solidaires n°100

- Emplacement : inFORMER LES SALARIÉ-ES > Les publications > Brèves de combat >
- Adresse de cet article :  
<https://ancien.solidaires.org/Breves-de-combat-mai-2021>